

LE TEMPS

Armes Mercredi 11 mars 2009

Matériel de guerre: l'initiative échoue au parlement

Par Philippe Miauton, Berne

L'initiative populaire du GSsA contre l'exportation de matériel de guerre n'est soutenue que par la gauche. La droite la rejette catégoriquement, d'autant plus en période de crise

Les débats au parlement ne sont pas exempts de situations paradoxales. Un jour, les conseillers nationaux dissertent longuement sur le deuxième programme de stabilisation du gouvernement et acceptent pour 700 millions de francs d'investissements supplémentaires. Mardi, soit le lendemain, ces mêmes élus évaluent la possibilité d'interdire les exportations de matériel de guerre qui ont pesé 720 millions dans les comptes de l'industrie suisse en 2008. En décembre, le programme d'armement, destiné il est vrai à l'usage de la Suisse figurait même au sein du premier plan conjoncturel.

Plus de 109 000 signatures

Hier, le Conseil national n'est pas parvenu à terminer l'examen de l'initiative populaire pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre. Le vote final n'interviendra que lors d'une prochaine séance. Néanmoins les positions étaient déjà claires. Seuls le Parti socialiste et les Verts ont défendu le texte du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), qui a récolté plus de 109000 signatures. L'initiative prévoit de prohiber le courtage et le commerce de matériel de guerre, de biens militaires spécifiques – comme les avions d'entraînement ou les simulateurs – si leur destinataire se trouve à l'étranger. En revanche, les armes de chasse, les armes de sport ainsi que les appareils de déminage ne seraient pas soumis à cette interdiction.

D'un côté, la gauche invoque la neutralité de la Suisse et sa tradition humanitaire qui, selon elle, entre en contradiction avec ses exportations d'armes. «La Suisse sabote sa propre politique de paix. On ne peut pas s'engager pour résoudre des conflits et dans le même temps livrer des armes pour mettre le feu aux poudres», a souligné l'antimilitariste Josef Lang (Verts/ZG). Pour la socialiste bernoise Evi Allemann, la Suisse compromet sa réputation ainsi que son rôle de médiateur.

Plusieurs orateurs de gauche ont surtout dénoncé les limites des critères appliqués par la Confédération pour accepter ses ventes. Des critères sur lesquels le Conseil fédéral se base justement pour rejeter l'initiative, prétextant que des garde-fous existent. «La passoire a de larges trous», a dénoncé Eric Voruz (PS/VD). Principal pays pointé du doigt: le Pakistan. Minée par le terrorisme, la république islamique a été qualifiée d'Etat «le plus dangereux du monde» par Josef Lang, qui regrette que l'on ait livré plus de 460 millions de matériel à une puissance nucléaire. La gauche a également dénoncé les exportations vers l'Inde, l'Arabie saoudite et les pays du Proche-Orient. Le souvenir des Emirats arabes unis qui, en 2006, avaient revendu 40 obusiers blindés au Maroc au mépris d'accords signés, reste gravé dans les mémoires. La gauche n'a pas manqué non plus de rappeler la polémique des avions Pilatus vendus au Tchad.

Pour le reste de l'hémicycle, pas question de mettre l'économie et la sécurité de la Suisse en péril. «Ce sont entre 5000 et 10 000 emplois qui seraient directement concernés par la fermeture de certains

lieux de production», a prévenu André Bugnon (UDC/VD), rapporteur de la commission.

Priorité à l'économie

Le radical bâlois Peter Malama a affirmé que, compte tenu de la situation actuelle, «la priorité économique prime sur la priorité morale». Pour Ida Glanzmann-Hunkeler (PDC/LU), «il n'existe pas de distinction entre bons et mauvais emplois».

L'heure est à la protection du tissu économique: «Le site de Pilatus à Stans représente à lui seul 10% des emplois dans le canton de Nidwald», a insisté Edi Engelberger (PLR/NW). La disposition transitoire de l'initiative, qui prévoit un soutien de la Confédération d'une durée maximale de dix ans en faveur des régions et des employés touchés par les interdictions, ne convainc pas, bien au contraire. En effet, il en coûterait plus de 500 millions de francs aux contribuables, selon les calculs du gouvernement. Le rejet de l'initiative semble joué d'avance.

LE TEMPS © 2009 **Le Temps SA**